

25 novembre, les discours sont au rendez-vous. Les femmes battues attendront…

Description

« J'ai honte du mal qu'on m'a fait comme si je l'avais fait moi -même. »

Chaque année, le 25 novembre, nous célébrons la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Chaque année, les mêmes cérémonies, les mêmes déclarations, les mêmes indignations, les mêmes personnalités venues expliquer qu'il faut agir. Les micros sont ouverts, les caméras tournent, les responsables politiques rivalisent de compassion, les associations prennent la parole, les campagnes de sensibilisation fleurissent sur les murs et les réseaux sociaux. Tout le monde semble découvrir, le temps d'une journée, que des femmes sont battues, humiliées, menacées, violées, terrorisées et assassinées.

Tous les 25 novembre les micros se referment et les femmes retrouvent leur quotidien. Celui que personne ne voit, celui dont on parle beaucoup mais que peu de gens connaissent véritablement. Que savent-ils, tous ces gens qui prennent la parole, de ce qui se passe au cœur d'un foyer où règne la violence ? Que savent-ils de ces femmes qui vivent dans la peur, qui apprennent à reconnaître le bruit des pas de leur compagnon, à anticiper ses colères, à surveiller leurs gestes et leurs paroles pour éviter une nouvelle scène ? Que savent-ils de celles qui se réfugient dans une pièce, qui tentent de protéger leurs enfants, qui encaissent les insultes, les coups, les humiliations, parfois pendant des années ? Que savent-ils de cette vie faite de vigilance permanente, de peur et de dissimulation ?

Il y a une chose que personne ne veut entendre. Ces femmes ne parlent pas toujours, ce n'est pas uniquement parce qu'elles ont peur, mais parce qu'il existe une pudeur profonde, douloureuse, qui les empêche de raconter ce qu'elles vivent. Elles veulent sauver les apparences, donner le change, continuer à sourire, aller travailler, accompagner les enfants à l'école, rencontrer des amis, faire comme si tout allait bien. Elles ne veulent pas être regardées comme des femmes battues, comme des malheureuses, comme des victimes dont l'existence se résumerait aux violences qu'elles subissent. Elles ne veulent pas être plaintes, encore moins méprisées. Elles ont parfois tellement intériorisé les humiliations qu'elles finissent par avoir honte de leur propre situation.

« J'ai honte du mal qu'on m'a fait, comme si je l'avais fait moi-même. » Quelle terrible inversion ! La honte devrait appartenir à celui qui frappe, qui insulte, qui terrorise, qui détruit. Pourtant, elle reste

souvent sur les épaules des victimes. Et cette honte s'ajoute à la violence, comme si la victime devait encore porter la responsabilité de son propre malheur.

Il faut aussi parler des enfants qui entendent les cris, qui voient leur mère tomber, qui assistent aux scènes de violence, qui pleurent, qui hurlent. Souvent ces enfants sont eux-mêmes frappés, bousculés, maltraités au milieu de ces scènes. Comment peut-on imaginer qu'ils sortent indemnes de telles expériences ? Comment peut-on prétendre protéger les femmes sans protéger en même temps leurs enfants ? Une mère qui fuit son domicile avec deux sacs et ses enfants n'a pas seulement besoin d'un numéro de téléphone. Elle a besoin d'un toit, d'argent, d'une école pour ses enfants, d'un accompagnement juridique, d'un suivi psychologique, d'une sécurité réelle. Elle a besoin de savoir qu'elle ne sera pas obligée de retourner chez celui qu'elle a fui parce qu'aucune solution d'hébergement n'a été trouvée.

Il faut aussi dénoncer l'accueil réservé aux victimes dans certains commissariats et certains cabinets d'avocats. Des femmes racontent qu'elles ont été reçues avec incrédulité, condescendance, parfois ironie. Elles viennent signaler des violences et se retrouvent à devoir se justifier, expliquer pourquoi elles sont restées, pourquoi elles n'ont pas porté plainte plus tôt, pourquoi elles n'ont pas quitté leur compagnon. Certaines ont le sentiment d'être regardées comme des importunes, d'autres se heurtent à des remarques déplacées ou à des conseils qui ressemblent davantage à une invitation à rentrer chez leur bourreaux qu'à une véritable protection. Elles arrivent avec leur détresse, et repartent avec le sentiment qu'on ne les croit pas.

Les proches préfèrent ne pas savoir, les familles minimisent, les amis conseillent de faire des efforts pour sauver le couple, des voisins entendent les disputes mais ne veulent pas se mêler de ce qui se passe chez les autres. Et la violence prospère aussi dans cette indifférence.

Il y a pourtant eu des femmes qui avaient compris, bien avant les grandes campagnes institutionnelles, l'importance fondamentale de l'écoute. Il faut se souvenir de Ménie Grégoire et de Macha Béranger. Deux voix de la radio française qui ont profondément marqué des générations d'auditeurs et surtout, de femmes qui n'avaient souvent personne à qui confier leurs difficultés. Avec « Allô Ménie », sur RTL, Ménie Grégoire avait ouvert un espace de parole extraordinaire. Des milliers de femmes lui ont écrit, ont raconté leurs drames conjugaux, leurs humiliations, leurs problèmes sexuels, leurs difficultés familiales, leurs souffrances intimes. Elle a contribué à faire entrer dans le débat public des sujets que l'on préférait enfermer dans le secret des chambres et des cuisines. Macha Béranger, avec son émission nocturne « Allô Macha », avait elle aussi, offert pendant des années une présence et une écoute à ceux qui, dans le silence de la nuit, avaient besoin de parler. Ces deux femmes avaient compris quelque chose que tant de responsables et de militants ont oublié : écouter est déjà une manière d'aider. Elles ne transformaient pas chaque confidence en opération de communication. Elles ne cherchaient pas à occuper la scène. Elles donnaient du temps, de l'attention, une voix à ceux qui n'en avaient pas. Elles savaient qu'une personne qui appelle au milieu de la nuit vient chercher quelqu'un qui l'écoute, qui ne la juge pas, qui ne se moque pas d'elle et qui accepte d'entendre ce qu'elle n'a peut-être jamais raconté à personne. Il y avait dans cette écoute une humanité qui manque parfois cruellement aujourd'hui.

Aujourd'hui, les grands mouvements militants ont pris une place considérable dans le débat public. #MeToo aurait permis à des femmes de parler, de dénoncer des comportements longtemps dissimulés et de faire tomber certains silences. Quelles femmes ? Dans quelle société ? Le rôle de cette

association de bourgeoises, interpelle sur leurs priorités, leurs méthodes et leurs résultats. Pourquoi certaines affaires impliquant des personnalités célèbres déclenchent elles une mobilisation médiatique considérable, alors que les femmes anonymes qui cherchent un hébergement d'urgence restent dans l'ombre ? Pourquoi les débats télévisés s'enflamment ils autour d'accusations visant des hommes connus alors que les victimes qui doivent trouver un logement pour elles et pour leurs enfants ne trouvent parfois personne pour les accompagner ?

Les associations qui travaillent réellement auprès des femmes sont souvent confrontées à des difficultés financières considérables. Certaines manquent de places, de personnel, de logements, de psychologues, d'accompagnateurs juridiques. Elles doivent refuser des femmes faute de pouvoir les accueillir. Voilà une réalité qui devrait mobiliser beaucoup plus que les cérémonies et les logorrhées officielles.

Quid de l'argent consacré aux campagnes de communication. Combien de millions dépensés en affiches, en manifestations, en opérations symboliques, en événements et en grandes déclarations ? Une partie de ces moyens ne serait-elle pas plus utile si elle était directement consacrée aux associations de terrain, aux centres d'hébergement, aux professionnels qui accompagnent les victimes et aux structures qui accueillent les enfants ? Il ne s'agit pas de supprimer toute sensibilisation, mais de cesser de confondre communication et action.

Il y a quelque chose de profondément indécent à organiser des cérémonies de compassion lorsque des femmes attendent encore une place dans un centre d'hébergement. Indécent à faire de grands discours sur la dignité des femmes quand certaines doivent retourner vivre avec leur agresseur faute de ressources, indécent d'organiser des repas, des rencontres et des événements pour célébrer la solidarité tout en laissant dans la précarité celles qui ont le plus besoin de cette solidarité.

Et il faut aussi parler des sanctions. Car protéger une femme ne consiste pas seulement à lui trouver un logement après les violences. Il faut empêcher que son agresseur puisse recommencer. Il faut des décisions de protection rapides, des contrôles effectifs, des sanctions pénales adaptées à la gravité des faits et réellement exécutées. Les violences répétées, les menaces, les blessures, les agressions commises devant les enfants ne peuvent pas être traitées comme de simples disputes conjugales. La réponse judiciaire doit être ferme et immédiate et la sécurité des victimes doit être une priorité.

Il faut également comprendre que les violences ne disparaissent pas lorsque la femme quitte son compagnon. Même lorsqu'elle retrouve un logement, un travail, une nouvelle famille, une existence apparemment normale, elle conserve des blessures qui ne se referment jamais complètement. Un geste, un bruit, une parole, une situation particulière peuvent faire revenir les souvenirs et les larmes d'un passé que l'on croyait terminé, mais qui continue de vivre à l'intérieur. Elles ne racontent pas toujours ce qu'elles ont vécu. Elles préfèrent se taire, ne pas inquiéter leurs proches, ne pas revenir sur ces années dont elles voudraient enrayer le souvenir. Les blessures invisibles accompagnent une femme toute sa vie, et aucune campagne du 25 novembre ne pourra rien effacer.

Chaque année, les chiffres nous rappellent l'ampleur du problème. Les statistiques officielles recensent des centaines de milliers de victimes de violences au sein du couple, mais elles ne racontent pas toute la réalité. Beaucoup de femmes ne portent jamais plainte. Beaucoup ne parlent à personne. Beaucoup vivent dans le silence. Et les féminicides restent l'aboutissement le plus tragique de cette violence.

Au 20 novembre 2026, le collectif #NousToutes recensait déjà 147 féminicides depuis le début de l'année selon son propre décompte. Derrière chaque chiffre, il y a une femme assassinée, des enfants qui ont perdu leur mère, une famille détruite et une société qui n'a pas réussi à empêcher le drame.

Alors, que faisons-nous réellement ? Nous avons des lois, des dispositifs, des numéros d'urgence, des campagnes, des associations, des responsables politiques et des journées internationales. Pourtant, chaque année, les mêmes femmes continuent de demander de l'aide, les mêmes difficultés se répètent et les mêmes défaillances sont dénoncées.

Chaque année, j'écris la même chose. Et chaque année, je recommence. Si je répète les mêmes mots, si je dénonce les mêmes défaillances, si je pose inlassablement les mêmes questions, c'est bien que rien n'avance suffisamment. Il n'est tout de même pas normal qu'en 2026, des femmes continuent d'être battues, agressées, humiliées, terrorisées, avec des enfants qui grandissent dans une détresse épouvantable, sans savoir où aller, sans logement, sans ressources, sans protection efficace. Il n'est pas normal qu'une femme doive supplier pour être entendue, qu'elle trouve encore porte close lorsqu'elle demande de l'aide, qu'elle soit parfois renvoyée chez elle alors qu'elle craint pour sa vie. Il n'est pas normal que des enfants assistent à des scènes de violence qui les marqueront peut-être toute leur existence. Il n'est pas normal que des femmes qui ont réussi à partir continuent de porter pendant des années la honte et les blessures de ce qu'on leur a fait. Et jusqu'au féminicide.

Combien faudra-t-il encore de femmes assassinées avant que les discours se transforment enfin en résultats ? Combien faudra-t-il encore de familles détruites ? Combien d'enfants devront grandir avec le souvenir d'une mère battue ou assassinée ? Alors chaque année, je recommence à écrire. Mais j'aimerais tellement qu'un jour, le 25 novembre, je n'aie plus rien à dénoncer.

Silvia Oussadon Chamszadeh

Categorie

1. Société

date créée
26 novembre 2026